Faire taire l'altérité : Police de la langue et mobilisations linguistiques au temps de l'assimilation forcée des Turcs de Bulgarie (1984-1989)

Nadège Ragaru

▶ **To cite this version:**

Nadège Ragaru. Faire taire l'altérité : Police de la langue et mobilisations linguistiques au temps de l'assimilation forcée des Turcs de Bulgarie (1984-1989). Cultures & conflits, 2010, 79-80, pp.73-96. 10.4000/conflits.18033 . hal-01023797

HAL Id: hal-01023797

https://sciencespo.hal.science/hal-01023797

Submitted on 15 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

Cultures & Conflits

79-80 (Automne/Hiver 2010)
Langue et politique

Nadège Ragaru

Faire taire l'altérité

Police de la langue et mobilisations linguistiques au temps de l'assimilation forcée des Turcs de Bulgarie (1984-1989)

Avertissement
Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.
Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.
Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique
Nadège Ragaru, « Faire taire l'altérité », *Cultures & Conflits* [En ligne], 79-80 | Automne/Hiver 2010, mis en ligne le 26 mai 2012, consulté le 16 janvier 2014. URL : http://conflits.revues.org/18033

Éditeur : Centre d'études sur les conflits
http://conflits.revues.org
http://www.revues.org

Document accessible en ligne sur : http://conflits.revues.org/18033
Ce document est le fac-similé de l'édition papier.
Creative Commons License

Faire taire l'altérité

Police de la langue et mobilisations linguistiques au temps de l'assimilation forcée des Turcs de Bulgarie (1984-1989) *

Nadège RAGARU

Nadège Ragaru est chargée de recherche CNRS à Sciences Po (CERI) et enseignante à Sciences Po. Docteur en science politique de Sciences Po et ancien Reid Hall Fellow *à l'Université de Columbia (New York), elle mène des recherches sur la culture visuelle et l'anthropologie des images, la sociologie historique du communisme, ainsi que les identifications en Bulgarie et en Macédoine. Elle a récemment publié* Vie quotidienne et pouvoir sous le communisme. Consommer à l'Est *(codirigé avec A. Capelle-Pogacean), Paris : Karthala & CERI, 2010 ; « Les dossiers de la Sûreté d'État bulgare : le communisme dans les pliures du temps »,* Revue des études slaves, *81 (2-3), 2010, p. 205-227 ; « Voyages en identités. Les espaces-temps de l'appartenance des Turcs de Bulgarie installés en Turquie »,* Critique internationale, *47, 2010, p.37-60 ; « Bulgarie : une "révolution" en palimpseste », in J. Heurtaux et C. Pellen (dir.),* 1989 à l'Est de l'Europe. Une mémoire controversée, *La Tour d'Aigues : Ed. de l'Aube, 2009, pp. 172-202.*

> Au mois de décembre de l'année passée et en janvier 1985, tous nos compatriotes aux noms turco-arabes ont adopté des noms bulgares de leur plein gré. […] Il s'agit d'un processus réellement populaire, spontané, qui a embrassé toutes les régions où ils vivent. [...] [Aujourd'hui] reviennent dans la famille bulgare commune nos frères et sœurs de sang à qui, pendant des siècles, des conquérants étrangers ont troublé la conscience nationale [1].

---

* . Pour des raisons de typographie, certaines lettres turques et plusieurs caractères de translittération depuis le bulgare, n'ont pu être reproduits ici.

1 . Intervention du Premier ministre, G. Atanasov, annonçant l'achèvement de la bulgarisation des noms, 21 mars 1985, CDA, F 1B, op.63, a.e. 67, l.137-152.

> A l'époque, pour téléphoner, tu devais aller à la poste. Il fallait que tu épelles tes trois noms – prénom, nom paternel, nom patronymique - ainsi que ceux de la personne que tu souhaitais joindre, si tu voulais appeler en PCV. Ce jour-là, à la poste du quartier étudiant de Sofia, il y avait deux jeunes filles turques qui sanglotaient. Les noms des Turcs venaient d'être changés et elles, elles ne connaissaient pas les nouveaux noms de leurs parents parce qu'elles étaient à Sofia quand ça s'était passé. Leurs parents, restés dans les Rhodopes [une région au Sud-Est de la Bulgarie], ne savaient pas davantage comment leurs filles s'appelaient. Et, à plusieurs centaines de kilomètres de distance, parents et enfants n'arrivaient plus à se retrouver [2].

Entre décembre 1984 et mars 1985, au terme d'une opération violente menée avec l'appui de la milice et de l'armée, les autorités bulgares imposent à quelque 795 500 Turcs de Bulgarie (environ 8,9 % de la population) de substituer à leurs noms turco-musulmans des prénoms et patronymes bulgares [3]. L'usage du turc dans l'espace public est proscrit ; il est vivement découragé dans l'espace privé. Les pratiques cultuelles et festives musulmanes sont interdites. Selon l'historiographie officielle, il n'existe plus de minorité turque en Bulgarie, seulement des descendants de Bulgares islamisés et turcisés de force à l'époque ottomane. La politique d'effacement des traces scripturaires ou orales de l'altérité s'accompagne d'un travail d'accréditation « scientifique » des nouvelles identifications au service duquel sont mobilisées l'histoire, l'ethnographie, la linguistique et l'archéologie. La bulgarité « retrouvée » est narrée comme ultime victoire sur la domination ottomane, achèvement d'un processus historique de reconquête des terres et des âmes.

Ces dernières années, le processus dit de « Renaissance nationale » (*Vàzroditelnija proces*) a suscité une vaste littérature nourrie par l'ouverture partielle des archives du Parti communiste bulgare (BKP), des ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères et de la Sûreté d'État [4]. Celle-ci s'est ordonnée autour de trois questionnements. Premièrement, fallait-il imputer l'assimilation forcée à un dictateur vieillissant, Todor Živkov, et à son proche entourage ou y voir une politique du Parti communiste et de l'État ? Deuxièmement, comment apprécier le rôle du contexte international (le durcissement de l'affrontement Est-Ouest, la peur d'un second « scénario chypriote » turc [5]) au regard des facteurs internes (l'épuisement idéologique du socialisme bulgare, l'approfondissement de la crise économique) ? Enfin, l'as-

2 . Entretien avec T., 46 ans, Sofia, 15.06.2010.

3 . Chiffres cités dans I. Jalàmov, *Istorija na turskata obštnost v Bàlgarija*, Sofia : Ilinda Evtimov, 2002, p. 451. Selon l'auteur, l'assimilation forcée aurait fait environ quarante victimes, sans compter les blessés et disparus (p.462). Voir aussi Gruev M. et Kaljonski A., *Vàzroditelnijat proces. Mjusjulmanskite obštnosti komunisticeskijat režim*, Sofia, Siela, 2008 ; Šimsir B., *Bulgaristan Türkleri*, Istanbul, Bilgi, 1986 ; Eminov A., *Turkish and Other Muslim Minorities in Bulgaria*, Londres, Hurst, 1997.

similation constituait-elle le point d'aboutissement logique, sinon nécessaire, d'un nationalisme bulgare adossé depuis le XIXe siècle à une lecture unitaire de l'État ou, au contraire, une illustration exemplaire des violences du communisme ?

La démarche retenue dans le présent article est quelque peu différente. En prenant pour entrée l'assimilation forcée, l'objectif est de réfléchir aux conditions de formulation de l'enjeu linguistique par les acteurs publics en fonction de paramètres internes, régionaux et internationaux ayant positionné, différemment selon les périodes, l'idéologie linguistique dominante, la place de la langue dans la caractérisation de « l'altérité » turque et l'importance attribuée à l'intervention linguistique comme vecteur d'uniformisation nationale. Dans cette perspective, plutôt que de postuler une visée constante dans le temps de mise en correspondance des frontières linguistiques et politiques, l'on tentera de saisir les « logiques sociales de constitution de l'intérêt pour la langue [6] » et les constellations changeantes des marqueurs identitaires (confession, patronymes, langue, modes de vie…) soumis à une œuvre de nationalisation étatique.

En second lieu, il s'agit d'explorer les croisements entre politiques publiques et mobilisations sociales autour de la langue, sans tenir celles-ci pour un simple reflet de celles-là. Une telle approche suppose que soit restituée l'historicité des imaginaires et pratiques linguistiques des groupes construits comme « minoritaires » dans leurs interactions avec les catégories majoritaires. Elle invite en outre à ne pas référer aux seules politiques publiques les transformations observées dans l'investissement de la langue maternelle comme support d'identification collective et/ou dans l'appropriation des codes dominants. Elle exige enfin que soient reconstituées les configurations dans lesquelles l'usage d'idiomes spécifiques, arraché à la routine souvent non conscientisée des échanges linguistiques inter- et intra-communautaires, est investi de significations politiques.

---

4 . N'en reste pas moins précieuse – singulièrement au regard des destructions d'archives après 1989 – la mise en garde d'Arlette Farge : l'archive demeure un « manque à traduire en question » (Farge A., *Le goût de l'archive*, Paris, Seuil, 1989, p. 71). Levy S., *Istinata za vàzroditelnija proces. Dokumenti ot arhiva na Politbjuro na CK na BKP*, Sofia, Institut za izsledvane na integracijata, 2003 ; Ivanov M., *Kato na praznik. Dokumentalni stranici za « vàzroditelnija proces » (1984-1989)*, http://www.omda.bg/biblioteka/ ; Angelov V., *Strogo poveritelno. Asimilatorskata kampanija sreštu turskoto nacionalno malcinstvo v Bàlgarija, 1984-1989*, *Dokumenti*, Sofia, Fondacija Liberalna integracija, 2008 ; Baeva I. et Kalinova E., *« Vàzroditelnijat proces ». Bàlgarskata dàržava i bàlgarskite turci (sredata na 30-te-nacaloto na 90-te godini na XX vek)*, Sofia, D.A. "Arhivi", 2009.

5 . En 1974, l'armée turque avait occupé la partie nord de l'île de Chypre, arguant notamment d'un devoir de protection de la minorité turque chypriote. La peur que la présence turque en Bulgarie ne serve à y légitimer une intervention militaire turque a été mobilisée de manière récurrente par les pouvoirs communistes bulgares.

6 . Selon l'expression de V. Dubois, « Comment la langue devient une affaire d'État. La défense de la langue française au milieu des années 1960 », in Lagroye J. (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 467.

Dans ce contexte, l'étude du cas bulgare suggère, d'abord, que la définition de l'unification de l'espace linguistique comme condition d'achèvement de la construction nationale et étatique (qui s'impose seulement au cours de la période communiste, dans la seconde moitié des années cinquante) naît de l'intersection entre trois processus : elle résulte d'un déplacement progressif, dans les décennies ayant suivi la formation d'un État bulgare (1878), des logiques organisatrices des identifications depuis un découpage confessionnel hérité de l'Empire ottoman (musulmans *vs.* non musulmans, bientôt reformulé en orthodoxes *vs.* non orthodoxes) vers un principe « stato-national » faisant de l'ethnicité et de la langue, en sus de la confession, des marqueurs identitaires privilégiés. Ce glissement inscrit dans l'horizon du possible la construction de la langue turque en site d'intervention étatique. L'ambition d'une unification linguistique des territoires s'inscrit ensuite dans une construction sécuritaire des questions de langage, déjà sensible entre les deux guerres, mais accentuée dans un contexte de guerre froide où la « Turquie bourgeoise » conjugue les figures de l'« ennemi historique » et de l'« ennemi capitaliste ». Menace interne – celle d'une « turcisation » des autres minorités de confession musulmane – la langue turque est aussi envisagée comme le relais d'une ingérence de la Turquie à travers l'institution d'un lien entre Turcs de Bulgarie et « mère-patrie ». Enfin, l'extension à l'univers linguistique des politiques de nationalisation s'éclaire à la lumière du projet communiste d'éradication de toutes les différences, qu'elles fussent socio-économiques, de genre ou culturelles.

Cette remarque nous invite, deuxième point, à envisager sous un angle partiellement nouveau l'assimilation forcée. Il semblerait en effet que l'intelligence du processus doive être recherchée non dans une alternative entre rupture et continuité avec la période *ante* communiste, mais dans la conjonction entre une vision stato-nationale dont certaines coordonnées s'enracinent dans le XIX^e^ siècle, l'ambition modernisatrice-homogénéisante des élites communistes (appropriée avec d'autant plus de facilité par certains bureaucrates qu'elle permet de redéployer des répertoires d'action publique plus anciens) et une gouvernementalité socialiste singulière. Les politiques de la langue doivent ici être placées en regard avec les autres dispositifs d'ingénierie communistes (ingénierie démographique et socio-économique des territoires, par exemple) et déchiffrées à l'aune d'une politique d'identification étatique à visée classificatoire comme d'assignation identitaire.

Enfin, les transformations intervenues dans les représentations et les usages des langues maternelle et majoritaire ne sauraient être mécaniquement déduites des injonctions publiques. L'adhésion, fût-elle partielle, de maints Turcs de Bulgarie à un projet communiste s'adossant à une idéologie linguistique ayant peu à peu disqualifié les parlers minoritaires doit être interprétée au regard de leur trajectoire historique. Alors que la sortie de l'Empire ottoman avait inversé les hiérarchies symboliques entre le turc et le bulgare (tout

comme les hiérarchies sociales qui les fondaient), l'investissement du bilinguisme après 1944 et la scolarisation exclusivement en bulgare à compter des années soixante-dix ont été contemporains de parcours d'ascension sociale inédits pour des populations turques jusqu'alors largement rurales et peu instruites. La campagne d'assimilation forcée a brutalement remis en cause ces modes de négociation de la turcité en Bulgarie, conférant à la langue le caractère d'un emblème identitaire. Produit de cette configuration historique, la politisation des questions linguistiques par les acteurs « minoritaires » a toutefois perdu en intensité après 1989. Cette évolution rappelle, si besoin en était, qu'il n'existe pas d'automaticité à la construction linguistique des enjeux politiques, économiques ou identitaires et que celle-ci, là où elle est enregistrée, doit faire l'objet d'un travail de reconstitution historique méticuleux.

L'ingénierie linguistique sous le socialisme : modeler les conduites et les consciences

Des polices de la langue et de l'onomastique en 1984-1989, l'on peut tenter de reconstituer les logiques en les référant à une entreprise de nationalisation des territoires et des êtres nourrie de plusieurs temporalités et œuvrée à travers des dispositifs et savoir-faire bureaucratiques parfois antérieurs au communisme. L'exploration des constructions de l'enjeu linguistique sur la moyenne durée mettra toutefois en relief la lente cristallisation de la langue turque en priorité de politique publique, d'une part, les spécificités de la gouvernementalité socialiste, d'autre part.

Le « Processus de renaissance » (1984-1989) : la police de l'écriture et des voix

Deux composantes de la campagne de bulgarisation nous concernent au premier chef [7] : le changement des noms personnels et patronymiques dans un contexte où l'onomastique se veut l'instrument d'une politique d'identification étatique – qui singularise les individus autant qu'elle détermine leur incorporation au sein de plus larges collectivités [8] – ainsi que d'une transformation des coordonnées de l'identité musulmane et turque ; la police de la langue, ensuite, qui ajoute à la censure de l'écriture le silence imposé à l'oralité. Dans un registre comme dans l'autre, s'observe une entreprise de façonnage des conduites et des consciences [9].

---

7 . En raison de l'objet du présent article, le volet religieux de cette politique – le renforcement du contrôle sur les instances religieuses, l'interdiction de la circoncision, ainsi que des rites maritaux et funéraires musulmans, l'intensification de la lutte contre le « fanatisme religieux », etc. – ne pourra être traité.

8 . La notion d'identification est entendue ici au sens que lui donne G. Noiriel (dir.), *L'identification. Genèse d'un travail d'État*, Paris, Belin, 2007, pp. 3-26. Sur l'émergence médiévale du nom patronymique comme procédure d'individualisation étatique en Europe, voir Christin A.-M. (dir.), *L'écriture du nom propre*, Paris, L'Harmattan, 1998.

9 . Il convient de noter ici que le changement des noms des Turcs fait suite à deux autres campagnes de bulgarisation ayant affecté les Roms de confession musulmane (à partir de 1959-

L'administration bureaucratique et policière du remplacement des noms revêt plusieurs formes. Saisis à leur domicile, au travail, à l'hôpital ou à l'école, individuellement ou en groupe, les Turcs se voient enjoindre de « choisir » de nouvelles dénominations sur une liste officielle. Il n'est pas rare que les membres d'une même fratrie, voire d'une famille nucléaire, reçoivent des appellations différentes, lorsqu'ils ne partagent pas un même lieu de résidence et/ou que le passage de la milice n'a pas laissé le temps d'une concertation. Cette déchirure des liens patronymiques est interprétée par les victimes du processus comme une entreprise de destruction des solidarités familiales, singulièrement des relations avec les parents établis en Turquie au cours d'une des migrations ayant jalonné l'histoire post-ottomane de la Bulgarie. Le pouvoir de nommer pénètre aussi au cœur des chaînes de la filiation par un second canal – l'administration de nouveaux noms aux défunts (parents et/ou grands-parents) [10]. En de nombreuses instances, l'on va jusqu'à effacer sur les stèles funéraires les inscriptions susceptibles d'attester une identité autre et d'assurer la transmission familiale de cette mémoire, quand ce ne sont pas les sépultures et les cimetières eux-mêmes qui sont détruits (à l'instar du cimetière d'Ardino en 1986). Les nouvelles désignations sont ensuite retranscrites dans les passeports intérieurs. L'utilisation des « identités de papier » conditionne l'accès à l'emploi (les entreprises reçoivent ordre de ne pas accepter d'employés refusant d'être désignés par leurs nouveaux noms), au logement, aux services publics et aux aides sociales. L'œuvre d'identification administrative ne se limite toutefois pas aux données d'état civil (actes de naissance, certificats de mariage et de décès, etc.). Sont également concernés les permis de conduire, les diplômes scolaires, les actes de propriété, les dossiers médicaux, anéantis ou « rectifiés ».

S'il n'existe pas de Turcs en Bulgarie, comment pourraient-ils parler turc ? Le second volet de la politique d'effacement de l'altérité porte sur la langue, cet « instrument majeur de la domination à distance [11] ». L'intervention étatique procède à une éradication méthodique de l'écrit : les revues turques sont suspendues ou survivent en bulgare. Dans les universités, les institutions de recherche, les bibliothèques, les librairies, mais aussi au domicile des citoyens « aux noms restaurés », les ouvrages en langue turque sont confisqués, mis

1962) et les Bulgares musulmans (Pomaks, en 1971-1972). Par ailleurs, le remplacement des appellations turques a été amorcé avant la campagne de 1984-1985 : ponctuellement dans les années 1970, puis de nouveau en 1982-1984. Dès 1983, les pouvoirs publics turcs se sont enquis de ces pratiques auprès de leurs interlocuteurs bulgares et les ont dénoncées (CDA, F1B, op.101, a.e.906, l.1-12 ; CDA, F 1B, op.101, a.e.909, l.1-20). Sur le cas des Pomaks, voir Ivanova E., *Othvàrlenite "priobšteni" ili procesa narecen "vàzroditelen" (1912-1989)*, Sofia, Institut za iztocnoevropejska humanistika, 2002 et Kràsteva-Blagoeva E., « Za imenata i preimenuvanijata na Bàlgarite mjusjulmani (1912-2000) », *Bàlgarska etnologija*, 2, 2001, pp. 126-148.

10. Le système d'attribution des noms en Bulgarie comporte un prénom, un nom paternel et un patronyme. Le remplacement posthume des appellations parentales s'éclaire en partie à cette lumière.
11. Noiriel G., *op. cit.*, p. 6.

sous scellés ou détruits. Effacer l'écrit ne suffit cependant pas. C'est la voix elle-même qui doit être disciplinée. Les émissions radiophoniques en langue turque sont supprimées ; les théâtres de Razgrad, Šumen et Kàrdžali, fermés ; l'écoute de la musique turque, prohibée. Dans les espaces publics – lieux de travail, transports, sites de loisirs, etc. –, l'utilisation de tout idiome autre que le bulgare est bannie. Cette nouvelle police langagière est sanctionnée par l'introduction d'un système d'amendes.

Bien que les archives du BKP et du ministère de l'Intérieur portent parfois trace de réticences à appliquer les nouvelles consignes, il convient de se représenter l'ampleur de la mobilisation bureaucratique exigée afin de pérenniser une « Renaissance nationale » que la stricte observance des règles régissant les conduites individuelles est censée attester. Une police du quotidien se met ainsi en place, qui traque les moindres paroles avec l'aide des agents de la Sûreté d'État, de fonctionnaires, mais aussi de citoyens ordinaires. Si l'on souhaite cerner plus avant cette politique, il convient de la replacer dans le cadre d'une intervention étatique communiste ayant plus largement ambitionné un remodelage des hommes et des lieux.

La langue au cœur d'une ingénierie sociale de la nation [12] *: homogénéisation nationale et gouvernementalité socialiste*

La plupart des travaux consacrés au processus de « Renaissance nationale » ont souligné les relations qu'il entretenait, dans ses finalités comme dans son instrumentation, avec une vision de la nation et une politique d'unification stato-nationale cristallisées au XIX^e^ siècle. Une telle interprétation, bien que fondée, tend à sous-estimer ce que l'ambition d'une éradication intégrale et définitive des signes passés et présents de différenciation, en particulier linguistique, doit à la conception de l'action publique et à la technologie du pouvoir socialistes.

Non que les élites communistes (Politbjuro, ministère de l'Intérieur, Sûreté d'État, garde rapprochée de T. Živkov) aient proposé une lecture univoque du « fait turc ». Dans les deux décennies qui précèdent l'assimilation, les lignes interprétatives oscillent entre deux polarités organisatrices – différentialisme et assimilationnisme. Par-delà des stratégies de positionnement volontiers contingentes, certains acteurs partent du postulat d'une altérité essentielle des Turcs là où d'autres jugent possible une absorption au sein du corps national par « dilution » de l'altérité. D'une approche différentialiste relève exemple ce rapport du Département « Agitprop et propagande » du Comité central (CK) du BKP de 1980 qui, envisageant l'option d'un change-

12. Sur la notion d'ingénierie, voir Sigalas N. et Toumarkine A., « Ingénierie démographique, génocide, nettoyage ethnique », *European Journal of Turkish Studies*, 7, 2008, http://ejts.revues.org/index2933.html.

ment des noms, conclut par la négative : « une approche qui ignore les réalités sociales-psychologiques, qui fait abstraction des différences ethniques enracinées, ne peut être classée comme marxiste-léniniste [13] ». *A contrario*, le projet élaboré par le Conseil pour le développement des valeurs spirituelles, une institution que préside l'influent vice-président du Conseil d'État (*Dàržavnija sàvet*), Georgi Džagarov, revendique en 1982 le caractère « assimilable » des Turcs [14]. Une telle vision trouvera son prolongement dans l'encouragement des mariages « mixtes » par les pouvoirs publics qui y voient l'assurance d'une bulgarisation des descendances.

Pour autant, ces approches différentialiste et assimilationniste – qui accentuent plus ou moins la confession, la langue ou les modes de vie dans les représentations d'une turcité menaçante – ne reflètent pas des sensibilités différenciées aux droits des minorités, ni même des divergences d'appréciation sur les méthodes à employer (incitatives et/ou coercitives ?). Elles sont sous-tendues par une même lecture prométhéenne de l'action publique largement antérieure à l'assimilation forcée. Édifiante est, à cet égard, la proposition d'ingénierie des territoires formulée dès 1975 par Paunka Goceva, une figure du Front populaire qui deviendra l'une des propagandistes de l'assimilation :

> Il est utile, pour surmonter une tendance à l'enfermement national de la population turque, de procéder à une mise en mouvement régulière et permanente depuis les villages turcs vers les villages et villes bulgares et ce, dans les régions bulgares les plus éloignées […]. Dans les écoles professionnelles, les jeunes Turcs doivent être orientés vers des spécialités qui les arracheront à leurs quartier et village d'origine ; il est grand temps que les jeunes Turcs soient dirigés vers des formations techniques (le fait qu'ils aient été jusqu'à présent massivement orientés vers les professions enseignantes et médicales non seulement les ramène dans les villages turcs, mais il leur permet d'entretenir des relations quotidiennes avec les jeunes et les travailleurs, faisant d'eux le principal pont entre le pouvoir et les villageois turcs. Afin de tisser, par le truchement des médecins et des enseignants, un lien avec la population rurale turque, il faut attirer plus de Bulgares) ; au moment de la répartition des étudiants turcs […], ils doivent être envoyés travailler en milieu bulgare [15].

A lire ce programme et, plus encore, à considérer les mesures énumérées en mai 1984 dans l'annexe de la décision du Politbjuro [16], l'on ne peut s'empêcher de remarquer les affinités entre les outils, les cadres d'intelligibilité et les

13. CDA, F 1B, op. 63, a.e. 106, l.4-28.
14. CDA, F 1B, op. 63, a.e. 71, l.10-39.
15. CDA, F 378 B, op. 1, a.e. 1156, l.1-34.
16. Cette annexe, qui constitue l'un des documents-clé de l'assimilation, fut alors classée « hautement secrète, d'une importance particulière ». Voir CDA, F 1B, op. 67, a.e. 3090, l.32-43.

catégories discursives placés au service de la politique des minorités et ceux mobilisés dans d'autres compartiments de l'action publique. La mise en œuvre de dispositifs de construction spatiale du pouvoir - très prisés par les communistes bulgares comme par les Soviétiques [17] - a ainsi pu, en d'autres moments et d'autres lieux, servir un objectif d'optimisation de l'efficience économique et de sécurisation des frontières. Dans la politique de l'habitat, en milieu bulgare aussi l'éloignement physique – par la séparation des grands-parents, jugés plus « conservateurs », de leur descendance – a été conçu comme un moyen pour transformer les « mœurs » et faire advenir un nouvel homme socialiste [18]. De même, l'idée selon laquelle les femmes/mères devaient servir de courroie de transmission du socialisme a-t-elle pu guider les politiques « d'émancipation » de la « majorité » (qui put y voir une ressource) comme elle a informé la gestion des « minorités » (où elles furent souvent synonymes de violences symboliques et physiques) [19].

Assurément, certains volets des politiques mises en œuvre par les communistes relèvent de répertoires plus anciens (d'ailleurs pratiqués par maints jeunes États-nations à la même époque) : les entreprises de bulgarisation de la toponymie ont scandé l'histoire postérieure à 1878 (particulièrement notable fut la réforme de 1934). Avant le communisme, à deux reprises déjà (en 1912-1913 et à l'orée de la Seconde Guerre mondiale), des Bulgares musulmans avaient été contraints de changer de nom et convertis de force à l'orthodoxie [20]. Enfin, comme leurs successeurs communistes, les pouvoirs bourgeois ont souvent vu dans l'encouragement à l'émigration des minorités vers la Turquie un outil de gestion de la « question turque ». La spécificité de l'ère communiste semble néanmoins résider dans la rencontre entre une conception du social comme pouvant se prêter absolument à une ingénierie étatique – propre à la gouvernementalité socialiste – et une logique d'unification nationale dotée d'une plus longue historicité. A ces deux registres est venue s'ajouter une utopie modernisatrice ayant érigé en finalité l'égalisation des conditions et l'homogénéisation de la société, singulièrement à travers l'instruction publique. Une restitution de l'histoire des politiques de la langue sur la moyenne durée nous aidera à affiner non seulement les interactions entre ces répertoires d'action, mais aussi la saisie des continuités et des césures temporelles.

---

17. Moine N., « Les frontières intérieures de la citoyenneté soviétique. Identification et restrictions résidentielles en Union soviétique », in Noiriel G., *op. cit.*, pp. 201-224.
18. Hristov M., « Biopolitiques de l'habitat "socialiste". Le privé comme objet gouvernemental dans les politiques de l'État bulgare des années 1950 et 1960 », *Histoire@politique*, 7, 2009.
19. Muratova N., « Politiki na socialisticeska vlast v Bàlgarija kàm mjusjulmanskite ženi », in : Popova K. et Muratova N. (dir.), *Arhivi na ženi i malcinstva*, Blagoevgrad : Universitetsko izdatelstvo "Neofit Rilski", vol. 3, 2011.
20. Ivanova E., *Othvàrlenite "priobšteni" ili procesa narecen "vàzroditelen" (1912-1989)*, Sofia, Institut za iztocnoevropejska humanistika, 2002.

Les constructions historiques d'un enjeu : la lente cristallisation de l'objectif d'unification linguistique du territoire

Comme ailleurs en Europe, la formation d'un État bulgare en 1878 s'accompagne d'un intense travail de nationalisation des espaces et des populations. Les nouvelles élites s'emploient à effacer les traces de la domination ottomane [21] dans l'architecture, la toponymie ou une langue vernaculaire riche en emprunts turcs [22]. L'idiome turc ne s'impose toutefois que lentement comme priorité de politique publique. Avant 1944, la principale préoccupation des autorités bulgares en la matière est de limiter l'influence de la Turquie : s'appuyant sur une frange conservatrice du clergé musulman, les dirigeants bulgares parviendront ainsi à reporter jusqu'en 1938 le remplacement de l'alphabet arabe par l'alphabet latin, promu en Turquie dès 1923.

A cela, plusieurs explications. Premièrement, les accords internationaux et bilatéraux signés par la Bulgarie en 1878 et dans les décennies suivantes limitent la marge de manœuvre des élites bulgares en garantissant une certaine autonomie aux minorités musulmanes en matière scolaire. Deuxièmement, à la sortie de l'Empire, les démarcations identitaires s'organisent largement autour de la religion. Les termes « turc » et « musulman » sont souvent tenus pour équivalents, la confession déterminant la catégorisation nationale. Cette configuration explique la trajectoire complexe des musulmans bulgarophones, érigés dans la seconde moitié du XIXe siècle en cibles privilégiées du travail de nationalisation, mais dont l'inscription au cœur d'un récit national bulgare en faisant les victimes par excellence des violences ottomanes ne sera définitivement acquise qu'entre les deux guerres [23]. Dans le même temps, c'est alors qu'ils sont déjà en situation minoritaire dans un pays à majorité orthodoxe que les « Turcs de Bulgarie », anciens sujets musulmans d'un Empire ottoman qui survivra jusqu'en 1923, commencent à se penser comme Turcs au sens ethnonational du terme. Y contribue une petite *intelligentsia* turque formée dans les années vingt et influencée par les idées du kémalisme [24].

Enfin, la disjonction des espaces sociaux bulgarophones et turcophones est d'autant plus aisément acceptée par les élites bulgares émergentes qu'elle participe de leur consolidation en tant que groupe social et de la marginalisation socioprofessionnelle des turcophones. Autrefois membres de la culture dominante, ces derniers se retrouvent, à la faveur du départ des élites mili-

21. Lory B., *Le sort de l'héritage ottoman en Bulgarie. L'exemple des villes bulgares*, Istanbul, Isis, 1985.
22. Grannes A., "Turkish Influence on Bulgarian", in Karpat K. (ed.), *The Turks of Bulgaria*, Istanbul, Isis Press, 1990, pp. 223-239.
23. Aleksiev B., « Rodopskoto naselenie v bàlgarskata humanistika », in Željazkova A. et al., *Mjusjulmanskite obštnosti na balkanite i v Bàlgarija*, Sofia, IMIR, 1997, pp. 57-112.
24. Sur les relations entre cette *intelligentsia* et la Turquie, voir Köksal Y., "Transnational Networks and Kin States: The Turkish Minority in Bulgaria, 1878-1940", *Nationalities Papers*, 2, 2010, pp. 191-211.

taires, administratives et terriennes ottomanes, puis de vagues migratoires plurielles, en situation minoritaire sur les plans démographiques *et* socioculturels, la communauté acquérant un profil rural et faiblement éduqué [25]. Or, de ce déclassement social, la langue constitue l'un des principaux vecteurs. Rarement locuteurs du bulgare, les turcophones sont exclus d'une fonction publique exigeant une certification scolaire en bulgare. Peu dotées, les écoles privées musulmanes dispensent des savoirs principalement religieux ne pouvant être valorisés sur le marché du travail bulgare. Si le maillage primaire est relativement dense (1673 écoles en 1921-1922), les établissements secondaires sont peu nombreux (39 à la même date) [26]. Sous la pression des pouvoirs publics, ces chiffres tomberont à 397 et 27 en 1943-1944. En 1934, 14,5 % des turcophones (25,5 % en milieu urbain, 12,7 % en milieu rural) savent lire pour 61,1 % des bulgarophones (respectivement 74 % et 57,6 %) [27].

A bien des égards, l'instauration du communisme bouleverse cette institutionnalisation des différences ethnoculturelles. La nationalisation des écoles musulmanes en 1946 ouvre un nouveau champ d'intervention publique. Dans un premier temps, l'objectif affiché est d'étendre la démographie scolaire et de former une *intelligentsia* turque convertie aux idéaux socialistes. Soucieux de rompre avec la politique « bourgeoise » des minorités – particulièrement répressive depuis le coup d'État de 1934 – les communistes instaurent l'école publique gratuite et obligatoire entre 7 et 15 ans, y compris pour les filles. Les minorités ont le droit de s'instruire dans leur langue maternelle ; les *curricula* reçoivent une coloration socialiste homogène. L'État investit dans la construction d'écoles et la formation du corps enseignant. En 1947, des quotas sont introduits à l'université pour les minorités. Une puissante campagne de lutte contre l'analphabétisme en milieu turc en ramène le taux à 35,2 % en 1956 [28].

Un changement de ligne s'observe toutefois dès la fin des années cinquante, qui coïncide avec le triomphe de l'aile « nationale » sur l'aile « moscovite » au sommet du Parti. Il repose sur un triple constat. Premièrement, la langue turque favoriserait la « turcisation » des petites minorités musulmanes (tatares, pomaques et roms) et, partant, une érosion de la bulgarité faisant écho à la « dénationalisation » que les conversions à l'islam auraient induite pendant la période ottomane. Deuxièmement, en dépit de l'extension du bilinguisme, l'usage préférentiel du turc dans la communauté turque est vu comme favorisant une clôture communautaire qui limite l'efficacité du « travail idéologique » socialiste. Enfin, les enjeux linguistiques sont reclassés en problèmes sécuritaires : la langue turque est soupçonnée d'offrir à la Turquie, puissant

25. Estimée à environ un tiers en 1877, la part des musulmans tombe à 17,18 % en 1900, 14,30 % en 1920 et 13,30 % en 1946. Recensements bulgares (critère religieux) : http://www.nsi.bg/Census/Census.htm
26. Eminov A., *op. cit.*, p. 127.
27. Büchsenschütz U., *Malcinstvenata politika v Bàlgarija*, Sofia, IMIR, 2000, p. 139.
28. *Op. cit.*, p. 39 et annexe 3.

voisin membre de l'OTAN, un canal d'influence. La lutte contre l'idiome turc relève de la défense nationale.

En réponse est décidée en 1958-1959 une fusion des écoles bulgares et turques. L'enseignement du turc reste proposé à titre optionnel et sur demande parentale du CP à la fin du collège jusqu'en 1974, avant d'être supprimé. Conjointement, dès les années soixante, le turc est soumis à une ingénierie linguistique qui vise à éloigner le « dialecte » parlé en Bulgarie de la « langue littéraire » de Turquie en multipliant les emprunts lexicologiques bulgares (notamment dans la terminologie économique socialiste, les innovations technologiques et industrielles…). De ce travail sur la langue atteste ce rapport du Département « Agitprop et propagande » du CK de juin 1963 :

> Pendant 2-3 ans, les théâtres de Kàrdžali et de Razgrad ont présenté leurs spectacles devant la population turque en bulgare. Dans la langue turque, ont été introduits de nombreux termes bulgares pour lesquels existe un équivalent turc. Dans de plusieurs régions, même les réunions de femmes turques ont été conduites en bulgare. Non seulement le Département « sur le travail avec les minorités » ne réagissait pas à cette ligne erronée, mais il passait sous silence les mécontentements liés à ce mode de travail. Après la fermeture du département, toutes ces questions ont été revues […] Sur proposition de la commission linguistique de la direction de la langue turque [du Département « Agitprop et propagande »] tous les mots bulgares artificiellement introduits en turc ont été retirés, les appellations des mois s'écrivent de nouveau dans leur traduction turque, les théâtres populaires présentent leurs spectacles devant la population turque en turc [29].

La bulgarisation forcée de 1984-1989 constituera le point d'aboutissement de cette requalification des questions linguistiques en enjeu sécuritaire. Pendant les deux décennies qui la précèdent, les pouvoirs publics s'emploient conjointement à marginaliser l'idiome turc (dans l'édition, les arts comme à l'école) et à promouvoir un attachement à une langue bulgare dont l'alphabet et l'histoire scripturaire sont régulièrement célébrés. Il convient maintenant de déterminer dans quelle mesure cette politique a affecté les imaginaires et les pratiques langagières des Turcs de Bulgarie, ainsi que les mobilisations autour de la langue.

29. CDA, F 1B, op.15, a.e. 879, l.1-4.

« Voice [30] » : le récit non linéaire de la politisation de la langue

Là où l'élargissement de l'accès à l'enseignement et l'ouverture de nouvelles opportunités socio-économiques avaient parfois sous-tendu les aspirations des Turcs de Bulgarie à une maîtrise accomplie de l'idiome officiel, voire l'acceptation d'une limitation de leurs droits linguistiques, l'assimilation forcée suscite un réinvestissement sans précédent de tous les marqueurs d'identité distinctive. L'exploration de ces mobilisations identitaires éclairera les modalités de renégociation de la turcité dans la Bulgarie de la seconde moitié des années quatre-vingt. Elle mettra également en exergue les défis d'une mise sur agenda des enjeux de langue dans le contexte démocratique de l'après-1989.

Les paysages linguistiques de la turcité : domination symbolique et mobilité sociale

Avant 1985, écrivent Ali Eminov et Catherine Rudin, l'on aurait pu penser que « l'utilisation accrue du bulgare, l'érosion du vocabulaire turc, la perte de la connaissance scripturaire du turc et les avantages sociaux relatifs au fait de parler la langue majoritaire et de pouvoir passer pour Bulgare entraîneraient inexorablement des changements accélérés dans le turc parlé en Bulgarie et peut-être même l'abandon pur et simple de leur langue ancestrale par une frange significative des Turcs en l'espace d'une ou deux générations [31] ». Ils notaient une généralisation du bilinguisme avec des basculements aisés d'un parler à l'autre (*codeswitching*), voire, pour les plus jeunes, des échanges ponctuels en bulgare dans l'évitement des regards parentaux.

L'extension de la géographie scolaire avait cependant fait émerger des constellations linguistiques diversifiées, les compétences et usages des langues maternelle et officielle se déclinant différemment selon les appartenances générationnelles et sociales. Les Turcs nés avant 1935 n'avaient souvent qu'une connaissance restreinte du bulgare, particulièrement les femmes. La génération née au lendemain de la guerre avait accédé à la lecture et à l'écriture en turc tout en acquérant cette compréhension du code officiel, « condition […] même de la domination symbolique [32] ». Toute autre était l'expérience des Turcs nés après 1970 dont la scolarité avait été accomplie en bulgare. Pour eux, l'exactitude grammaticale et la richesse sémantique étaient associées au bulgare ; la langue officielle s'imposait pour parler travail, science ou technicité, tandis que l'idiome maternel, transmis dans l'enceinte du foyer, restait confiné

30. L'expression renvoie ici aux travaux de A. Hirschman, *Exit, Voice and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations and States*, Cambridge, Harvard University Press, 1970.
31. Eminov A. and Rudin C., "Bulgarian Turkish: The Linguistic Effects of Recent Nationality Policy", *Anthropological Linguistics*, 32 (1-2), 1992, p. 161.
32. Bourdieu P.et Boltanski L., « Le fétichisme de la langue », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1(4), 1975, p. 3.

à une oralité d'interconnaissance. Dans le regard des plus jeunes, élevés en ville, les grands-parents incarnaient une authentique turcité réfugiée au village. Et c'est selon un mouvement calendaire associant les étés aux retours en ruralité que s'articulaient des identités pluriscalaires. Colorée par l'âge, les lieux de résidence et de travail (homogènes ou diversifiés), la palette des savoirs linguistiques l'était aussi en fonction des statuts socioprofessionnels, l'élévation dans la hiérarchie sociale exigeant une plus grande maîtrise du parler « légitime » [33].

Cette extension des territoires du bulgare avait eu pour contrepartie une disqualification des savoirs linguistiques de Turcs souvent singularisés au début de leur scolarité – surtout lorsque l'entrée à l'école primaire n'avait pas été précédée par une socialisation en bulgare dans des jardins d'enfants – par leur difficulté à produire des énoncés « corrects » autrement que dans la scansion du par cœur. Pour les élèves qui résidaient dans un environnement bulgarophone minoritaire (pomak), le décalage entre le bulgare enseigné en classe et les parlers de la rue rendait plus ardue encore l'appropriation du code linguistique dominant. Mohamed Uzunkıs, un ouvrier poète-guitariste né en 1956 dans les Rhodopes, en témoigne, reproduisant les hiérarchies linguistiques de son enfance : « Moi, à l'époque [en 3ème], je n'avais pas encore bien maîtrisé le bulgare et voilà que je dois comprendre et me familiariser avec le dialecte des Rhodopes. […] La combinaison est terrible : tu ne connais pas bien le bulgare, autour de toi ils utilisent une sorte de dialecte, une langue des Rhodopes déformée et on te demande de comprendre l'idée centrale de la mythologie grecque [34] ».

Dévalués comme locuteurs imparfaits du bulgare, les Turcs de Bulgarie l'étaient aussi en raison du contraste établi entre les idiomes turcs « locaux » et le standard littéraire de Turquie [35]. Il est intéressant de constater à quel point cette seconde source de normativité a pu être intériorisée [36]. Le diplômé de philologie bulgare, Ismet Sever, qui a émigré en 1978, relate ainsi son arrivée en Turquie : « Il fallait que je rattrape mon retard, que je me reconstruise. J'ai

33. Cette stratification des savoirs linguistiques a profondément affecté la transmission d'une narration écrite de l'appartenance turque. Voir le superbe A. Nazmi Šakir-Taš, « Avtobiografijata na Šakir Mehmet Šakir ot s. Mak (ili tefterceto na djado) » in : Željazkova A. et al., *Mjusjulmanskata kultura po bàlgarskite zemi*, Sofia, IMIR, 1998, pp. 250-273.
34. « Mohamed Uzunkıs », in : Mutafcieva V. (dir.), *Istorija naselena s hora*, Sofia, I. Gutenberg, 2005, pp. 444-449 (p.452).
35. Dans les écrits des cadres du BKP en charge de la langue, le turc de Turquie n'est en effet jamais envisagé comme une langue au sein de laquelle se tissent diversement les rapports entre norme littéraire et parlers régionaux/locaux. Il est toujours présenté comme canon. Cette élision de la diversité des usages linguistiques en Turquie même contribue à conférer à l'opposition avec les « dialectes » de Bulgarie une forte charge normative.
36. Le déchiffrage des hiérarchies linguistiques s'avère toutefois plus complexe si l'on prend en compte, par-delà la relation entre majorité bulgare et minorité turque, la diversité des paysages minoritaires. Lorsqu'il s'agit d'apprécier les arts de la langue (turque), ce sont les segments turcophones des communautés roms musulmanes et bulgares musulmanes (Pomaks) qui sont vus par la « minorité majoritaire » comme des locuteurs imparfaits.

décidé de commencer par la formation. Mon turc était très mauvais - un dialecte ! Aujourd'hui je parle parfaitement turc et je suis fier que les gens l'apprécient [37] ». Les rares contacts des Turcs de Bulgarie avec la « mère-patrie » turque tendaient par ailleurs à confirmer la lecture « dialectale » des parlers de Bulgarie [38].

Dans ces transformations des imaginaires et des savoirs langagiers, il serait aisé de voir la preuve de l'efficacité des interventions linguistiques de l'État bulgare. Loin de pouvoir être attribués aux seules politiques publiques, ces changements résultent plutôt de la conjonction entre plusieurs mutations concomitantes : en l'espace de quelques décennies, développements scolaires et routiers ont favorisé un désenclavement des périphéries minoritaires, tandis que l'industrialisation partielle de communautés anciennement paysannes et les débuts de l'urbanisation ouvraient de nouveaux horizons spatiaux comme symboliques [39]. De même, l'écoute de la radio [40] puis l'arrivée de la télévision ont simultanément autorisé une diversification bienvenue des loisirs et fait pénétrer dans les foyers la rectitude (socialiste et grammaticale) du bulgare. Pendant les décennies où l'apprentissage du turc n'était pas interdit, l'adhésion partielle des Turcs à l'idéologie linguistique dominante a en outre été facilitée par la confirmation quotidienne du prestige social du bulgare : en milieu rural, en dehors des responsables religieux, les figures de la notabilité locale (enseignants, assistantes-maternelles, responsables administratifs ou cadres du Parti, personnels médicaux) étaient Bulgares ou parfaits locuteurs du bulgare.

Enfin et surtout, après 1944, couplée à la loyauté politique, la maîtrise de la langue officielle et la certification scolaire ont autorisé la détention de positions au sein de la bureaucratie et du Parti [41], des professions culturelles, enseignantes et médicales, voire dans l'économie, même si les aspirations des Turcs se sont souvent heurtées à la défiance des pouvoirs publics. Quelques chiffres éclaireront ces processus qui n'ont pas empêché la persistance, voire l'accentuation, des disparités entre majorité et minorités : en 1978, 32 000 Turcs

37. « Ismet Sever », in : Mutafcieva V. (dir.), *Istorija naselena s hora*, *op. cit.*, p. 319.
38. Les autorisations de voyages entre les deux pays ont épousé les courbes changeantes des relations bulgaro-turques. Les échanges s'intensifièrent dans les années soixante-dix, avant de connaître un premier arrêt au lendemain d'un coup d'État militaire de 1980 en Turquie, puis de s'effondrer au moment de l'assimilation. Les données chiffrées disponibles sont fragmentaires. En 1981, par exemple, 26 095 « hôtes et touristes », 9 940 « figures culturelles et sportives » turques se rendirent en Bulgarie, tandis que l'on dénombrait 2 539 525 « visites de transit » (notamment des camionneurs en route vers l'Europe de l'Ouest). Cité dans CDA, F 1B, op. 63, a.e. 218, l.1-11.
39. Eminov A. and Rudin C., *op. cit.*
40. Une nuance s'impose toutefois : l'écoute des émissions en langue bulgare ne s'est jamais substituée à celle des programmes en turc. Y compris après leur suppression sur les antennes bulgares, les Turcs de Bulgarie ont continué à accéder à l'offre radiophonique de Turquie, au grand dam des pouvoirs bulgares.
41. La représentation des Turcs au sein du BKP a fluctué tout en restant inférieure à celle de la population majoritaire. En 1961, le BKP comptait 16 031 Turcs (528 674 membres) ; en 1978, le rapport était de 27 093 pour 788 211 membres. V. Stojanov, op. cit., p. 122 (1961) ; U. Büschenschütz, op. cit., p. 71 (1978).

étaient diplômés du secondaire ou du supérieur, un pourcentage certes modeste (5,3 % pour une moyenne nationale de 21,4 %) mais en augmentation sensible (0,78 % en 1956 contre 10,8 % au niveau national) [42]. En vingt ans, l'emploi agricole a été ramené de 84,3 % à 56,1 %, tandis qu'émergeait une petite élite enseignante et culturelle (1,8 % en 1956 ; 3 % en 1975).

Cette histoire sociale n'est pas étrangère au caractère relativement tardif des mobilisations contre l'érosion des droits linguistiques. Certes, la fusion des écoles en 1958-1959 et la suppression de l'enseignement optionnel du turc au début des années soixante-dix ont suscité de vives protestations parmi les enseignants, journalistes et artistes, auxquelles l'État a opposé une répression violente (licenciements, arrestations, internements avec ou sans jugement). Si quelques instituteurs ont pu continuer à exercer leur métier en bulgare, la plupart ont dû se reconvertir dans l'agriculture, la construction, l'industrie ou les mines, subissant un brutal déclassement social. Une frange significative des Turcs n'en est pas moins restée attachée au projet communiste d'égalisation des conditions sociales. De plus, à cette époque l'émigration en Turquie fournit une alternative à la prise de parole [43] : entre 1969 et 1978, quelque 130 000 Turcs sont autorisés à quitter la Bulgarie dans le cadre d'un accord d'émigration conclu avec la Turquie. « Ce qui est préoccupant, note à cet égard un responsable du Département "Agitprop et propagande" en 1980, est que 1 500 membres du Parti figurent parmi les personnes ayant reçu le droit d'émigrer [44] ». Au moment de l'assimilation forcée en revanche, d'*exit* il n'est plus question, d'autant que les frontières ont été hermétiquement refermées depuis 1979. Massivement, les Turcs adoptent alors des stratégies de *voice* qui culmineront lors des mobilisations de mai 1989.

Tactiques de survie et récits de soi : l'onomastique, la langue et la confession réinvesties

> Comme la plupart des Turcs, pendant cinq ans, j'ai porté deux noms : à la maison, parmi mes parents, voisins et amis les plus proches (les « nôtres »), j'étais simplement « Džemi » ; à l'école, devant « les Autres » et les institutions, j'étais « Diljana » [...]. Le nom Džemile fait vivre la personne Džemile dans l'espace de la mosquée et la temporalité du Kurban Bajram, le nom Diljana projette la personne Diljana dans l'espace de l'église et le temps de Noël et de Pâques [45].

42. Höpken W., *op. cit.* (%) et CDA, F 1B, op. 63, a.e. 106, l.4-28 (nombre).
43. Sur la place de l'horizon migratoire dans les imaginaires et expériences sociales des Turcs de Bulgarie, voir Ragaru N., « Voyages en identités. Les espaces-temps de l'appartenance des Turcs de Bulgarie installés en Turquie », *Critique internationale*, 47, 2010, pp. 37-60.
44. CDA, F 1B, op. 63, a.e. 106, l.4-28.
45. Ahmed D., « Ime, preimenuvane i dvojstvena identicnost. Bàlgarskite turci po vreme na "Vàzroditelnija proces" », *Sociologiceski problemi*, 1-2, 2003, p. 173.

Dans le sillage de l'assimilation, l'onomastique et les pratiques langagières acquièrent le statut de bannières identitaires. Plusieurs tactiques sont mobilisées lors du « choix » des nouveaux noms afin d'assurer une continuité biographique et de dire l'identité : la quête d'une affinité sonore entre ancienne et nouvelle désignation ; le choix d'un prénom bulgare disposant d'une quasi-équivalence dans les univers de signification turcs ; l'adoption, lorsque cela est concédé, d'appellations à consonance étrangère ou « neutre » (ne permettant pas d'identifier l'appartenance confessionnelle) ; l'utilisation de prénoms rares contribuant à distinguer les Turcs de la population majoritaire ; la quête de dénominations symboliques (Sàlza/larme en bulgare) [46].

En parallèle, les Turcs s'emploient à retirer aux institutions étatiques leur pouvoir de façonnement du nom d'usage en distinguant les cadres de la désignation familiale et les modes d'identification publique. Les espaces (lieux publics, travail, domicile) et les univers sociaux (cercles professionnels, amicaux, familiaux) se re-différencient en fonction des usages nominatifs auxquels ils correspondent. Parfois aussi, une complicité silencieuse se tisse avec des membres de la majorité, qui passe par l'invention d'une onomastique alternative : « A l'école, se souvient ainsi N., jeune Turque de Razgrad âgée de 14 ans au moment de la campagne, tous les matins les enseignants faisaient l'appel en utilisant nos nouveaux noms. Une fois pourtant, j'ai eu un professeur qui, pour ne pas devoir utiliser mon nom "restitué", m'a appelée par mon numéro de matricule pendant toute l'année scolaire » [47].

Dans le répertoire de la langue, la contestation mobilise les ressources du silence comme celles de la voix : « On enregistre des cas de "mariages tristes" – sans musique », note ainsi le Premier ministre, Georgi Atanasov, dans un rapport d'octobre 1985 [48]. L'emploi du turc dans les transports publics, l'écoute des radios deviennent armes sonores d'un combat inégal. Le poète, Ljubomir Levcev, envoyé en mission dans le Nord-Est en 1988, remarque, non sans ironie : « La direction [du Parti] considère que l'épineux problème de la langue se résout très bien et sans tension. La base parle un bulgare littéraire d'une qualité inhabituelle. Mais d'après nos hâtives observations, les habitants utilisent entre eux leur dialecte turc. Cela n'est pas démonstratif, puisqu'il n'y a pas de public. La population est compacte. Il est évident que dans de telles conditions les processus se déploieront plus lentement » [49].

---

46. L'auteur souhaite remercier Hayriye Yenisoy pour ses remarques précieuses. Dans une perspective comparative, voir Kràsteva-Blagoeva E., « Za imenata i preimenuvanijata na Bàlgarite mjusjulmani (1912-2000) », *Bàlgarska etnologija*, 2, 2001, pp. 126-148 ; Clayer N., « Un élément sur la nationalisation des noms dans l'Albanie de l'entre-deux-guerres », manuscrit à paraître dans les *Mélanges en l'honneur de Jacqueline Sublet*, Bulletin d'Etudes orientales, Damas, 2009.
47. Entretien avec N., Istanbul, 39 ans, 03.09.2009.
48. CDA, F 1 B, op.63, a.e. 207, l.1-12.
49. CDA, F 1B, op.63, a.e. 18, l.1-9.

La transmission intergénérationnelle de la culture turque revêt elle aussi une centralité accrue. Malgré la répression, la revalorisation des institutions collectives de l'identité se porte de même vers la mosquée. Pour autant, l'examen des mobilisations contre l'assimilation ne confirme pas la thèse des rapports du ministère de l'Intérieur ou du Comité central selon laquelle des imams « fanatiques » et une *intelligentsia* « nationaliste » auraient constitué les figures par excellence de l'opposition [50]. Il donne à voir la grande diversité des profils sociologiques de protestataires dont la contestation pacifique vise avant tout l'internationalisation de la « question turque ».

Le temps des mobilisations collectives : de 1984-85 aux événements de mai 1989

La première phase de mobilisation (1984-1986) réunit des initiatives souterraines apparues dans le sillage immédiat du changement des noms [51]. Faiblement structurées, peu coordonnées en raison du contrôle étroit des déplacements en zones minoritaires, elles reposent sur des réseaux d'interconnaissance locaux et ne comptent guère plus d'une centaine de membres chaque, à l'exception du Mouvement de libération nationale turque de Bulgarie et de « Long hiver » [52]. Les trajectoires d'engagement sont variées, même si milieux enseignants et intellectuels (à l'image de l'ottomaniste Salih Baklacı et du journaliste Halim Pasacı) sont largement représentés.

Leur priorité va à la collecte de documents étayant la suppression des droits minoritaires et à leur diffusion auprès des représentations diplomatiques occidentales et des organisations internationales. De cette stratégie attestent les archives du Comité central, même s'il convient de les interpréter avec prudence, l'imputation à la Turquie d'un rôle dans la contestation ayant eu vocation à légitimer la politique répressive : « Sous l'influence d'initiatives de politique extérieure de la Turquie et des stations de radio turques, des nationalistes entreprennent des actions pour "documenter l'arbitraire et le génocide contre les Turcs bulgares". Nous disposons de données indiquant

50. Faut-il rappeler ici que leur description des protestations ne saurait être dissociée des conditions bureaucratiques de production des données en fonction des injonctions hiérarchiques ?
51. Il convient de souligner qu'en 1984 et 1985, plusieurs attentats – le 30 août 1984 à Plovdiv et Varna (1 victime, 41 blessés), le 9 mars 1985 à Bunovo (7 morts, 9 blessés) et à Sliven (aucune victime) – furent imputés par les autorités bulgares à un « terrorisme turc » et servirent à légitimer la politique répressive de l'État. La lumière n'a jamais été pleinement faite sur l'origine de ces événements. Certains analystes n'excluent cependant pas la possibilité que les services de renseignement bulgares aient eu partie liée avec leur organisation.
52. Le Mouvement de libération nationale turque de Bulgarie de N. Hak, actif dans le Nord-Est, fut démantelé en juin 1986. « Long hiver » de M. Uzunkıs qui opéra dans la région de Burgas et de Benkovski vit ses responsables arrêtés début 1986. Parmi les autres organisations protestataires, l'on notera le Parti communiste léniniste des Turcs de Bulgarie de A. Veli, originaire des Rhodopes, démantelé en septembre 1984 et l'organisation du journaliste, H. Pasacı, créée en juin 1985, victime d'une délation en octobre de la même année. Voir Angelov V., *Borba bez oràžie. Tursko nacionalno osvoboditelno dviženie v Bàlgarja, 1985-1986*, Sofia, Fondacija Liberalna integracija, 2009.

que sont collectées des photocopies de documents sur lesquels figurent les anciens noms turcs et des actes administratifs récemment émis pour infractions » [53]. L'interpellation des pouvoirs bulgares (Assemblée nationale, CK du BKP, entourage de T. Živkov) constitue un second répertoire d'action. Enfin, plusieurs organisations mènent des opérations de boycott en entreprise (baisse de la productivité, absentéisme, plus rarement, grèves) et à l'occasion des élections de 1986. La plupart d'entre elles sont démantelées après quelques mois d'existence, leurs membres arrêtés et condamnés à de lourdes peines de prison.

Au tournant des années 1988-1989 émerge une seconde génération de réseaux contestataires qui permet l'institutionnalisation d'un espace de protestation en jonction (partielle) avec les jeunes mouvements de dissidence bulgares. La transformation du contexte international induite par la *perestroïka* gorbatchévienne et par la mise sur agenda international de la question des droits de l'Homme confère à cette émergence ses traits spécifiques. En janvier 1989 s'achève à Vienne la troisième conférence de suivi au titre du Processus d'Helsinki [54]. Le document de clôture appelle à une protection des « identités ethniques, culturelles, linguistiques et religieuses » et à l'extension de la liberté de circulation. Plusieurs opposants turcs bénéficient alors d'une libération anticipée : l'enseignant Mustafa Yumer la met à profit en fondant la Ligue démocratique pour la défense des droits de l'Homme en Bulgarie (novembre 1988), suivi par l'instituteur Avni Veli qui créé l'Association pour le soutien de Vienne 1989 (avril 1989).

C'est de même au nom de son adhésion affichée au Processus d'Helsinki que le gouvernement bulgare met un terme au brouillage des radios occidentales. Cette décision fournit à des opposants qui investissent le répertoire des droits de l'Homme et acquièrent à la hâte une expertise juridique, l'opportunité de faire connaître leurs revendications à l'étranger. Elle autorise aussi une meilleure diffusion de l'information à l'intérieur de la Bulgarie et une coordination des activités protestataires des Turcs et des Bulgares [55], notamment dans le cadre de l'Association indépendante pour la défense des droits de l'Homme (fondée en janvier 1988) et du Club de soutien à la transparence et à

53. CDA, F 1B, op. 63, a.e. 207, l.1-12 (10.1985). En Turquie même, par-delà l'engagement des élites politiques, les années 1985-1986 voient les communautés turques originaires de Bulgarie et des Balkans fonder des organisations qui pressent les pouvoirs publics de porter dans les arènes internationales la question de l'assimilation forcée. Baeva I. et Kalinova E., *op. cit.* ; Lutem Y., « 1985 : kampanijata za smjana na imenata, spomeni na diplomata », *Fakel*, 2, 2001, pp. 202-218.
54. Document fondateur de la CSCE, l'Acte final d'Helsinki signé le 1er août 1975 par 35 États – bien que juridiquement non contraignant – a fait entrer dans le champ des négociations Est-Ouest les questions des droits de l'homme et des minorités ainsi que de libre circulation des personnes et de l'information. Remacle E., « La CSCE et les droits des minorités nationales », *Politique étrangère*, 58 (1), 1993, pp. 141-154.
55. Cf. les archives de la journaliste de *Radio Free Europe*, Rumjana Uzunova, qui joua un rôle remarquable dans la diffusion des demandes des opposants bulgares et turcs au régime. http://omda.bg/arhiv/rumyana_uzunova/index_html

la *perestroïka* dont l'aura est d'autant plus grande qu'il compte dans ses rangs des intellectuels sofiotes membres du BKP (novembre 1988).

A la veille de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) réunie à Paris du 30 mai au 13 juin 1989 et alors que l'annonce du vote d'une Loi sur les passeports laisse augurer une nouvelle période d'émigration, plusieurs militants turcs entament une grève de la faim pour protester contre l'arrestation de leurs collègues. A partir du 19 mai, dans les Rhodopes puis le Nord-Est, plusieurs dizaines de milliers de Turcs prennent part à des manifestations, défilés et grèves qui, rayonnant depuis les villages, gagnent les centres de district [56]. Dépassé par les événements, l'État se réfugie dans la répression et expulse les Turcs jugés séditieux vers la Yougoslavie, l'Autriche, la Hongrie et la Turquie. C'est dans ce contexte volatile que Todor Živkov autorise, le 29 mai, l'émigration des « musulmans bulgares ». Présentée comme une concession aux exigences internationales, cette mesure ouvre la voie à l'un des exodes les plus massifs que l'Europe ait connus depuis la guerre : en trois mois, environ 340 000 Turcs quittent la terre où ils sont nés dans un climat de violence et de peur [57].

Les actions protestataires ne s'interrompent pas pour autant. Après le renversement de Todor Živkov, le 10 novembre, la rue est investie pour contraindre les « réformateurs » du BKP à élargir le timide processus de démocratisation qu'ils ont amorcé. Le 28 décembre, plusieurs milliers de Turcs et de Bulgares musulmans se rassemblent devant le Parlement. Aspirant à signifier la rupture avec l'ère Živkov (et à imputer la responsabilité de l'assimilation à ce dernier), les nouveaux dirigeants abolissent les décrets de bulgarisation, le 29. La décision suscite une vague de contre-mobilisations bulgares – soutenues par des cadres du BKP, de la milice et de la Sûreté d'État – d'une envergure telle que l'élite réformatrice du Parti et la jeune coalition anti-communiste de l'Union des forces démocratiques (SDS, créée le 7 décembre) conviennent d'organiser une Table ronde sur la question nationale. La politique du 29 décembre est confirmée, mais la formation d'organisations « à visée séparatiste ou autonomiste » est interdite et le bulgare est confirmé comme unique langue officielle. En 1990-1991, chaque mesure en faveur des minorités provoquera de nouvelles mobilisations nationalistes à l'intensité toutefois décroissante [58].

Dans cette configuration, l'on aurait pu s'attendre à ce que la langue devienne un site privilégié des concurrences identitaires de l'après-1989. La formation – sans précédent historique - d'un parti revendiquant la défense des intérêts des minorités turques et musulmanes aurait pu favoriser une telle for-

56. Angelov V., *Sekretno ! Protestnite akcij na turcite v Bàlgarija, januari-maj 1989, Dokumenti*, Sofia, Fondacija Liberalna integracija, 2009.
57. Süleymanoglu Yenisoy H., « Zorunlu Göçün 21. yili », *Kırcaali Haber 2010*, http://www.rumeliplatformu.com/ ?p =1873
58. Stamatov P., "The Making of a 'Bad' Public: Ethnonational Mobilization in Postcommunist Bulgaria", *Theory and Society*, 29(4), août 2000, pp. 549-572.

mulation des questions d'idiomes. Déjouant ces anticipations, l'examen de la trajectoire du Mouvement des droits et libertés (DPS) nous invite à interroger l'automaticité supposée de l'articulation entre identitarisation de la langue, revendication de droits linguistiques et politisation des enjeux de langue. Et ce, pour deux raisons. Premièrement, si la période post-communiste est bien marquée par une redécouverte et un réinvestissement de référents identitaires turcs articulés à une transformation des horizons de référence (dans un contexte de mobilités migratoires nouvelles et d'insertion régionale et internationale renégociée), ces ressourcements ne se traduisent pas par l'émergence de mobilisations sociales revendiquant autre chose qu'un rétablissement des droits linguistiques ayant prévalu jusque dans les années 1970. Deuxièmement, la création d'un parti minoritaire – dans un contexte institutionnel, politique et social assurément singulier – n'a pas eu pour pendant l'ethnicisation du jeu politique fréquemment postulée dans les travaux sur les partis dits « minoritaires », encore moins une radicalisation des demandes minoritaires.

Engagement partisan et euphémisation de l'offre identitaire : la stratégie du DPS

Le 4 janvier 1990 est formé, à l'initiative du philosophe Ahmed Dogan, un Mouvement des droits et libertés (DPS) que rejoignent plusieurs opposants à l'assimilation forcée [59], alors que l'émigration de mai-août 1989 a une fois de plus privé les Turcs d'une frange de leurs élites. Certains militants bulgares des droits de l'Homme auraient souhaité que la coopération scellée entre Turcs et Bulgares en 1988-1989 se prolonge à travers une commune adhésion à l'Union des forces démocratiques (SDS, anti-communiste). Au sein de celui-ci, maints responsables s'interrogent toutefois sur l'opportunité de prendre en charge une thématique des droits minoritaires fort impopulaire. La convergence ne s'opère pas.

Du rétablissement des noms, les leaders du DPS font assurément une priorité, de concert avec le chef de l'État Želju Želev élu en août 1990 et l'équipe de conseillers aux questions ethniques dont il s'est entouré : en mars 1990, la restitution des anciens patronymes est autorisée au terme d'une procédure judiciaire, qui sera allégée et simplifiée en novembre [60]. En amont des premières élections libres de juin 1990, le Parti socialiste (BSP, successeur du

59. La plupart d'entre eux ont rapidement quitté le DPS, dénonçant l'autoritarisme d'A. Dogan et sa collaboration supposée avec la Sûreté d'État. La Commission sur l'ouverture des archives de la Sûreté d'État, créée en vertu de la loi de décembre 2006 sur la déclassification des documents des anciens services de renseignement, a confirmé qu'A. Dogan et dix des vingt-trois députés DPS élus en 1990 étaient d'anciens agents : http://www.comdos.bg/

60. Au 28 février 1991, 598 123 personnes avaient demandé la restitution de leur nom. Council of Europe, *Report submitted by Bulgaria pursuant to Article 25, paragraph 1 of the Framework convention for the protection of national minorities*, Strasbourg, Council of Europe, April 2003.

BKP) négocie avec le DPS la réintroduction du turc à l'école de 7 à 15 ans. Sortis vainqueurs du scrutin, les socialistes reviennent toutefois sur leur engagement. L'Assemblée vote même une loi interdisant l'apprentissage du turc dans les écoles publiques, en contradiction avec les dispositions de la Constitution de 1991 [61]. Il faut attendre l'alternance de novembre 1991 et le soutien apporté par le DPS au gouvernement de l'Union des forces démocratiques pour que soit décidée l'ouverture de cours facultatifs de turc [62]. La faculté de philologie turque de l'Université de Sofia est rouverte et de nouveaux départements sont inaugurés dans les Universités de Šumen et de Plovdiv (site de Kàrdžali) ; les instituts de formation des enseignants turcs sont rétablis. En 1999, la ratification par la Bulgarie de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales du Conseil de l'Europe permet l'intégration de l'enseignement des langues minoritaires au cursus scolaire et l'extension des cours du CP à la terminale.

Matière « obligatoire librement choisie », le turc subit toutefois la concurrence des langues étrangères (anglais, allemand…) et de l'informatique. La question du financement des enseignements et des manuels scolaires reste par ailleurs lancinante. Le nombre des élèves inscrits en cours de turc n'a cessé de chuter depuis quinze ans (106 000 élèves à la rentrée 1991-1992 ; 75 000 en 1993-1994 ; 14 000 en 2008-2009) [63]. Comment comprendre que le DPS – pourtant membre des coalitions gouvernementales de 2001 à 2009 et titulaire de plusieurs portefeuilles ministériels – n'ait pas placé la question des droits linguistiques au cœur de son engagement ? Et comment expliquer la faiblesse des mobilisations sociales visant à renforcer la place des idiomes minoritaires à l'école, dans l'administration, la justice ou la vie politique en Bulgarie aujourd'hui ?

Les transformations intervenues après 1989 dans les rapports entre identités, langues et trajectoires sociales en milieu turc fournissent un premier éclairage [64]. Depuis la chute du communisme, les nouvelles circulations entre la Bulgarie et la Turquie, l'augmentation du nombre des Turcs bulgares étudiant en Turquie (et, réciproquement, l'inscription dans les universités bulgares d'enfants de migrants turcs détenteurs de la double nationalité), le développement des chaînes satellitaires et de la presse turque en ligne ont tous participé

61. Eminov A., "The Movement for Rights and Freedoms and the Issue of Turkish Language Instruction in Bulgaria", *Balkanistica*, 10, 1997, pp. 144-161 ; Süleymanoglu Yenisoy H., *Zorunlu göç öncesi ve sonras Bulgaristan'da Türkçe egitim (1944-2009)*, Ankara, 2010 (à paraître).
62. Sur la base de quatre heures hebdomadaires du CE2 à la 4ème en dehors du cursus scolaire et sur demande parentale. En 1994, l'enseignement a été étendu au CP. Eminov A., *op. cit.*, p. 156.
63. L'auteur souhaite remercier K. Kànev de lui avoir communiqué ces données de l'Institut national statistique.
64. Ces transformations gagneraient à être mises en regard avec celles observées dans les imaginaires et pratiques linguistiques des bulgarophones. Voir l'excellent Vezenkov A., « Paradoksalna upotreba na turcizmi v Bàlgarskija nacionalen diskurs », Sofia, 22.04.2008.

d'un réinvestissement des marqueurs de la turcité, particulièrement sensible dans les générations nées depuis les années quatre-vingt [65]. Ces mutations sont toutefois d'une extrême complexité. Autrefois célébrés par les pouvoirs publics turcs comme « co-nationaux » opprimés, les Turcs de Bulgarie se sont découverts dans les yeux des Turcs de Turquie sous les traits de travailleurs migrants aux droits précaires, voire de « Bulgares » que leur parler « dialectal » et leurs mœurs « libérales » (le regard porté sur le travail des femmes, le moindre respect des interdits alimentaires en matière de consommation de porc et d'alcool) singularisent [66]. De plus, la diversification des parcours migrants en Europe a suscité des tactiques d'euphémisation de l'altérité à travers, par exemple, l'utilisation du passeport bulgare plutôt que turc ou le choix de prénoms à consonance non musulmane. Elle a également sensibilisé au rayonnement de l'anglais, langue de l'international. En Bulgarie même, savoirs linguistiques et certification scolaire en bulgare continuent par ailleurs à détenir les clés d'une réussite professionnelle. L'absence de mesures telles que l'octroi à la langue turque du statut de seconde langue officielle dans les régions majoritairement turques limite la possibilité de monnayer les compétences linguistiques en turc sur le marché du travail bulgare.

Seule une mise sur agenda politique aurait permis de renégocier le statut de la langue turque. Tel ne fut pas le choix du Mouvement d'Ahmed Dogan qui – en partie sous contrainte, en partie en raison du profil de ses cadres dirigeants – a opté pour une offre identitaire parcimonieuse et ciblée, qui s'exprime plus volontiers dans le quotidien des localités gérées par le DPS qu'à l'échelon national [67]. L'article 11, al.4 de la Constitution de 1991 interdit en effet la formation de partis sur une base raciale, ethnique ou religieuse. Créé dans un contexte de vives tensions intercommunautaires, menacé d'interdiction jusqu'en 1992, le Mouvement a cherché à se départir d'une image de « parti ethnique ». Confronté, à partir de 1993-1994, à une érosion de son électorat turc sous l'effet des migrations, le DPS a par ailleurs élargi son offre aux minorités pomaques et roms (qui ne sont pas nécessairement turcophones) et recruté certains de ses responsables en milieu bulgare. Adossée à une présentation de soi comme parti centriste membre de l'Internationale libérale, cette stratégie ne permettait guère de militer en faveur des droits linguistiques turcs, encore moins de droits collectifs pour les minorités. Si, après 1998-1999, l'organisation a timidement réinvesti un répertoire identitaire, ses responsables ont veillé à inscrire ce mouvement dans la logique d'intégration européenne

65. Voir, par exemple, les trajectoires de jeunes artistes turcs de Razgrad décrites dans T. Karamelska, « Subkultura i etnicnost », *Seminar BG*, 3, 17.05.2010.
66. Maeva M., « Ezik i etnokulturnata identicnost na Bàlgarskite turci preselnici v Republika Turcija », *Bàlgarska etnologija*, 2, 2004, pp. 59-74 ; Parla A., "Irregular Workers or Ethnic Kin?: Post 1990s Labor Migration from Bulgaria to Turkey", *International Migration*, 45(3), 2007, pp. 157-181.
67. Sur cette orientation politique, voir Capelle-Pogàcean A. et Ragaru N., « En quoi les "partis ethniques" sont-ils "ethniques" ? Les trajectoires du MDL en Bulgarie et de l'UDMR en Roumanie », *Questions de recherche*, 25, juin 2008.

de la Bulgarie. Enfin, les scores électoraux du DPS pendant vingt ans, sa capacité à défendre les intérêts économiques des entrepreneurs liés au parti et, après 2001, à promouvoir des responsables turcs au sommet de l'État, expliquent le soutien dont la ligne d'A. Dogan a longtemps joui.

Avant même que le Mouvement ne soit relégué dans l'opposition en 2009 et ne connaisse une profonde crise interne, l'usure du pouvoir et le contraste croissant entre les élites turques et une base sociale appauvrie avaient commencé à affaiblir la légitimité de l'organisation. Et si l'émergence en 2005 d'un parti nationaliste radical, *Ataka*, a temporairement reconsolidé l'électorat turc autour du DPS, elle a aussi favorisé la cristallisation d'aspirations à une reconnaissance des identifications particulières. A l'avenir, dynamiques internationales et locales devraient dès lors converger pour promouvoir une génération de diplômés turcs et musulmans en prise sur un monde global identitarisé et désireux de porter en Bulgarie les débats contemporains sur la diversité.